

# rtva 3

1989

---

Bimestrielle

---

5<sup>e</sup> année

---

Mai-Juin

---

Pages 391-566

---

 **sirey**

Correspondance concernant la rédaction

Revue française  
de droit administratif  
Daloz, 35, rue Tournefort  
75240 Paris Cedex 05  
Tél. : (1) 43 29 50 80

Abonnements

(Joindre paiement à l'ordre de Daloz-messageries aériennes sur demande.)

Abonnement annuel partant  
du 1<sup>er</sup> numéro de l'année  
6 nos 1989  
France et D.O.M. : 495 F  
Etranger : 570 F

Administration et abonnements

Daloz, 35, rue Tournefort  
75240 Paris Cedex 05  
Tél. : (1) 43 31 04 85

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pendant plus de 6 mois le service des numéros manquants

# revue française de droit administratif

## Table des matières

### Actes

#### Droit communautaire

##### Jurisprudence

Une avancée du principe de légalité :

#### **L'obligation d'abroger un règlement contraire à une règle de droit nouvelle et son application à propos des directives communautaires**

Conseil d'État, Assemblée, 3 février 1989  
*Compagnie Alitalia*

- |  |     |
|--|-----|
| 1. Conclusions, par Noël CHAHID-NOURAI | 391 |
| 2. Note, par Louis DUBOIS              | 417 |
| 3. Note, par Olivier BEAUD             | 422 |

#### Collectivités locales

##### **Le processus de décentralisation : éléments d'un bilan provisoire**

La gestion des services locaux

- |  |     |
|--|-----|
| 1. Décentralisation et régies locales, par Jean-François LACHAUME  | 432 |
| 2. Les conséquences de la suppression d'un établissement public communal, par Daniel LÉVIS<br>(Concl. sur Cons. d'Ét., 30 sept. 1988, <i>Commune d'Orcières-Merlette, M. Péguy</i> )                   | 448 |
| 3. Les conséquences de la liquidation d'une régie locale autonome, par Jean-François LACHAUME<br>(Note sous Trib. adm. Bordeaux, 29 sept. 1988, <i>Rocher et autres C. Département de la Gironde</i> ) | 453 |

### Contentieux

##### Jurisprudence

Les limites de la compétence judiciaire en matière de concurrence, par Bernard STIRN 457  
(Concl. sur Trib. confl., 6 juin 1989, *Préfet de la région d'Ile-de-France, préfet de Paris, C. Cour d'appel de Paris; Sté d'exploitation et de distribution d'eau (S.A.E.D.E.) C. S.A. Lyonnaise des eaux et ville de Pamiers*)

Les pouvoirs d'annulation du juge des contrats conclus entre deux personnes publiques (nature et régime juridique des conventions de partage des services conclus entre les départements et l'État), par Marc FORNACCIARI 466  
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 31 mars 1989, *Département de la Moselle*)

#### **Droit administratif comparé et étranger**

##### **Droit de l'audiovisuel à l'étranger : à la recherche d'un équilibre**

Présentation, par F. M. 475  
— Allemagne fédérale, par Christian AUTEXIER 479  
et Michel FROMONT 483  
— Belgique, par Francis DELPÉRÉE 484  
— Canada, par Patrice GARANT 486  
— Espagne, par Lorenzo MARTIN-RETORTILLO 489

78.876  
2-75

et José-Maria BAÑO LEON	492
— États-Unis, par Michael H. DAVIS	495
— Finlande, par Tore MODEEN	497
— Grèce, par Epaminondas P. SPILIOPOULOS	499
— Italie, par Luigi FIORENTINO	503
— Luxembourg, par Simone BEISSEL-MERTEN	506
— Norvège, par Eivind SMITH	507
— Pays-Bas, par Willem KONIJNENBELT	510
— Portugal, par Marcello REBELO DE SOUSA	513
— Royaume-Uni, par John BELL	515
— Suisse, par Blaise KNAPP	519

## Fonction publique

### Le contrôle juridictionnel des nominations au tour extérieur

1. Conclusions sur Conseil d'État, Assemblée, 16 décembre 1988 (2 espèces), par Christian VIGOUROUX	522
<i>(Association générale des administrateurs civils et autres C. Dupavillon; M. Bléton et autres C. M. Sarazin)</i>	

2. Points de vue sur les affaires <i>Sarazin</i> et <i>Dupavillon</i>	
a) Le contrôle de l'erreur d'appréciation des nominations au tour extérieur est-il compatible avec la logique de cette institution selon la loi du 13 septembre 1984? par André BALDOUS et Jean-Paul NÉGRIN	532
b) Comment cerner la notion de « capacités nécessaires à l'exercice des attributions » confiées à un agent nommé au tour extérieur? par François DIETSCH	536

## Urbanisme

### Études

Le remboursement des frais de procédure dans le contentieux de l'urbanisme (application du décret n° 88-907 du 2 septembre 1988), par Jean-Sébastien CARAGE	540
Le contrôle du détournement de pouvoir en matière de plan d'occupation des sols, par Lily YOUSRY	545

### Arrêts récents du Conseil d'État

Période du 15 mars au 15 mai 1989	554
-----------------------------------	-----

Pour les **tables** alphabétiques et chronologiques des textes de jurisprudence, voir en fin de numéro.

Les opinions émises dans la revue n'engagent que leurs auteurs.